



LAÏCITÉ ET DIVERSITÉ AU LIBAN

*un regard alternatif et des ponts
pour le vivre ensemble*



AWSA-Be
Arab Women's Solidarity Association- Belgium
جمعية تضامن المرأة العربية، بلجيكا

لِإِحْقَاقِي



LAÏCITÉ ET DIVERSITÉ AU LIBAN

*un regard alternatif et des ponts
pour le vivre ensemble*



Avec le soutien de la Ville de Bruxelles, Solidarité Internationale et de la
Fédération Wallonie Bruxelles, Service Education Permanente



1. PRÉSENTATION D'AWSA-BE

AWSA-Be, Arab Women's Solidarity Association- Belgium, est une association féministe, laïque qui milite pour la promotion des droits des femmes originaires du monde arabe, dans leurs pays d'origine ou d'accueil. Reconnue comme une association d'éducation permanente et de cohésion sociale, AWSA-Be propose des activités socioculturelles variées, des animations de terrain et réalise des outils pédagogiques pour appuyer son plaidoyer et construire des ponts entre les cultures, comme ici, avec cet outil, entre la Belgique et le Liban.

Nous donnons aussi des formations de professionnels sur différents thématiques en lien avec le vivre ensemble, le féminisme, les questions identitaires et de citoyenneté, la santé sexuelle et mentale, la laïcité, etc.

La lutte contre les clichés sur les femmes - et plus particulièrement celles du monde arabe - et l'amélioration de leur image sont au coeur de nos actions. Les stéréotypes sont très présents dans la société, de manière visible et subtile, entre relativisme culturel et montée d'extrême droite. Ils sont également intériorisés par les femmes elles-mêmes, les jeunes et les communautés.

Plus d'infos :
www.awsa.be

C'est pourquoi, nous développons également des activités de coaching et d'éducation à la citoyenneté pour renforcer auprès de ces femmes et auprès des jeunes leurs capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation ainsi que pour encourager leur épanouissement (personnel et collectif) et des attitudes de responsabilité notamment pour les questions identitaires, de l'éducation, de l'EVRAS, du vivre ensemble.

AWSA-Be cherche à remettre en question certains comportements traditionnels en faisant valoir les avantages des valeurs d'égalité, de liberté de choix, de féminisme et de tolérance. Et en rappelant que ces valeurs ne sont pas spécifiques aux « pays occidentaux ». Et pour preuve, on ne compte plus tous ces auteur.e.s, artistes, militant.e.s ou membres de la société civile issu.e.s du monde arabe, celles/ceux que l'on ne voit pas directement dans les médias, ni dans les livres d'histoire en Belgique mais qui sont pourtant bel et bien acteurs/actrices dans nos sociétés.

Et c'est ce que nous essayons de montrer en les invitant à Bruxelles pour des projets spécifiques et des conférences ou encore, à travers l'agenda de l'AWSA Club, notre bibliothèque et nos actions littéraires et de solidarité. Ou encore par le biais de ce projet avec les citoyen.n.e.s libanais.e.s. que nous vous expliquons ci-dessous.

Enfin, outre ses actions de réseautage et de plaidoyer, AWSA-Be participe aussi à des événements pour soutenir l'égalité, la paix et la justice dans le monde.

2. L'ORIGINE DE CET OUTIL... UN PROJET AVEC DES LIBANAIS.E.S



Cet outil est né suite à notre projet - du même nom - avec des citoyen.nes du Liban mené en 2021 avec le soutien de la Ville de Bruxelles, Solidarité Internationale.

Dans ce cadre, nous avons proposé un concours de dissertation sur la laïcité destiné aux jeunes Libanais.es (entre 18 et 25 ans): comment ils/elles la comprennent, quel serait son intérêt, quels enjeux dans la société libanaise, quels parallèles possibles avec Bruxelles, etc.

Nous avons reçu 4 textes de 4 jeunes. 4 textes que vous pouvez découvrir dans cet outil et qui sont de précieux supports de réflexion pour sensibiliser sur la question du vivre ensemble, du communautarisme, de la laïcité, en partant du cas concret du Liban. Vous trouverez également des courtes vidéos de présentation des jeunes.

Dans le cadre du concours de dissertation, nous avons constitué un jury composé de 5 femmes Libanaises inspirantes : Janine Al Aswaad qui est avec nous aujourd'hui, Noura Raad, Fabienne El Khoury, Fatima Shareffedine et Hanane Haj Ali. Ces dernières ont classé les textes selon leurs préférences via un ordre de classement qui nous ont permis de décerner des prix aux 4 participant.e.s. En parallèle au concours, nous avons aussi proposé à un groupe de citoyen.nes Libanais un projet photos sur la diversité s au Liban, pour valoriser la richesse de cette diversité et pour nous éclairer sur la situation au Liban. Ces photos sont rassemblées aussi dans cet outil sous forme de fiches photo-langage avec des suggestions d'animation et des pistes de réflexion.

Pour clôturer ce projet, nous avons réalisé un événement festif à l'honneur du Liban le 16 octobre 2021 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles. Une date symbolique étant donné que c'est le 17 octobre 2019 qu'une centaine de militants de la société civile ont commencé à manifester contre les impôts proposés au centre-ville de Beyrouth, marquant la naissance d'un mouvement de contestation - dit du 17 octobre - inédit dans le pays du Cèdre. Nous en parlons dans cet outil au point 4 avec des précisions sur le contexte politique libanais.

Bien plus qu'un projet d'information et de sensibilisation, il s'agissait d'un projet de solidarité avec les Libanais.e.s. Nous pensons, en effet, qu'il est important d'aider à construire dans les pays arabes - et au Liban en particulier - la laïcité et le vivre ensemble à travers la reconnaissance et le respect de la diversité.

3. OBJECTIFS DE L'OUTIL

Les objectifs de ce projet sont multiples.

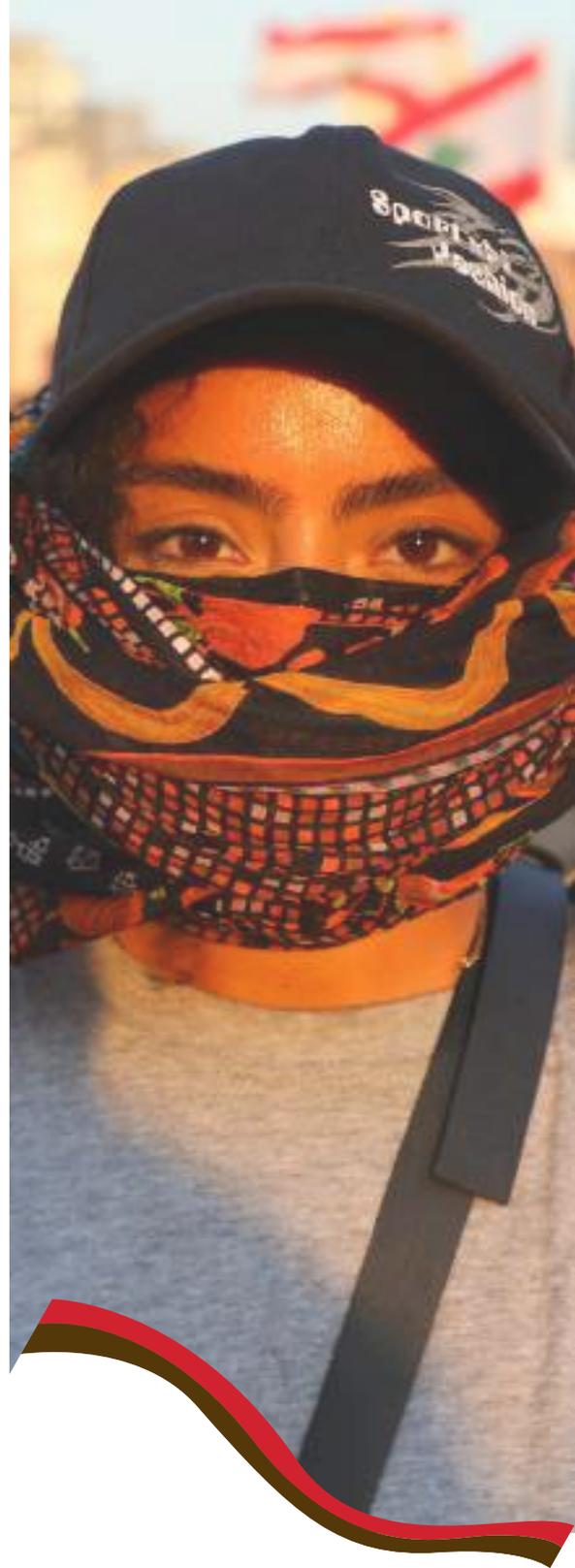
D'une part, AWSA-Be souhaite marquer son soutien à des mouvements citoyens de libération, qui luttent pour un Liban plus égalitaire, d'autre part, créer des liens de solidarité Nord-Sud en mettant en avant des jeunes Libanais.e.s qui peuvent nous inspirer et nourrir nos réflexions ici en Belgique.

Par cet outil et ses multiples supports nous cherchons, en effet, à promouvoir le vivre ensemble au-delà des différences, à travailler sur la diversité avec une approche intersectionnelle pour réduire les inégalités et à susciter la réflexion critique sur des questions de citoyenneté et de bien-être en société. Cet outil nous permet de valoriser l'engagement militant des jeunes Libanais.e.s et d'inspirer d'autres à s'émanciper, à réfléchir à ces questions.

Ensuite, ce projet vise à lutter contre les stéréotypes sur les femmes originaires du monde arabe – plus particulièrement sur les Libanaises – sensibiliser sur la situation de ces femmes, les valoriser, promouvoir leur diversité et leurs parcours. Puis, construire, à travers ces femmes, des ponts entre les cultures et militer pour plus d'égalité entre les sexes.

Enfin, cet outil permet de mieux saisir les enjeux et de sensibiliser à la situation au Liban. Bien plus, le projet entend questionner, à partir du cas du Liban, l'importance de la laïcité et d'un travail identitaire personnel et collectif pour une construction/consolidation d'une société juste, solidaire, efficace et apaisée.

Poser la question de la laïcité comme solution à un Liban qui « se déchire », c'est avant tout mener une réflexion sur la laïcité même ; et s'interpeller sur la place de la religion dans un Etat et dans la société civile, c'est pointer du doigt les mauvaises interprétations qui font de la laïcité "une nouvelle religion".

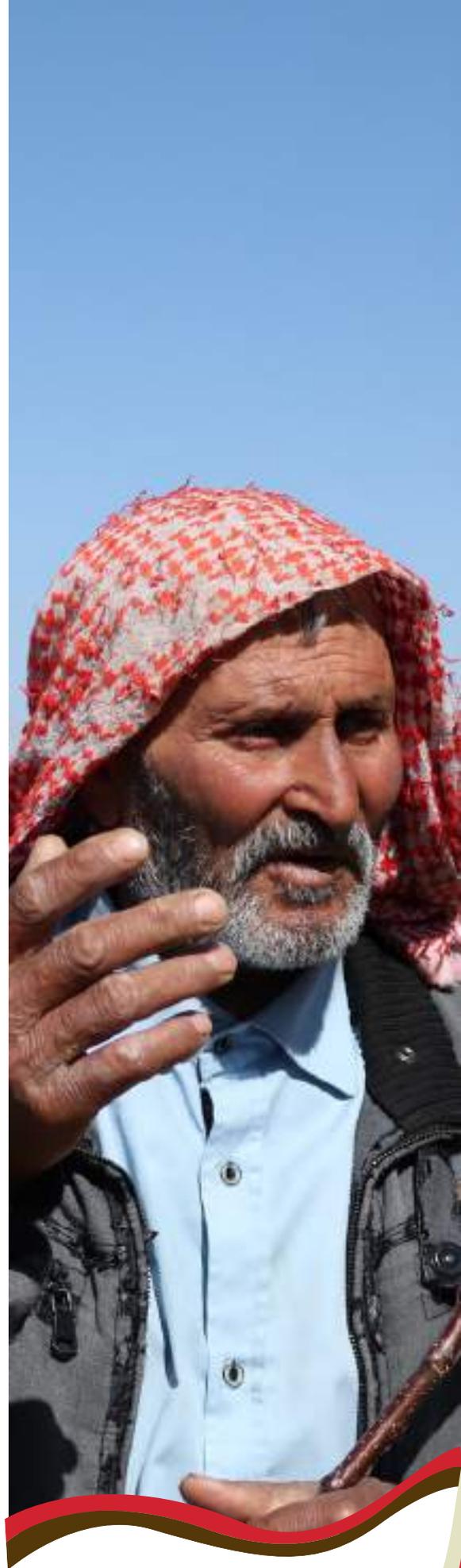


Dans le cadre de ce projet, il ne s'agit donc pas de la prôner à tout prix comme étant le seul remède mais d'analyser les bienfaits ainsi que les limites que celle-ci pourrait avoir au Pays du Cèdre et analyser ce qu'elle représente plus particulièrement auprès des jeunes. Car à l'heure où nos identités sont devenues meurtrières - comme l'explique l'écrivain libanais Amin Maalouf - le Liban semble récapituler à merveille ce bouleversement mondial à travers son confessionnalisme. Un système, nous le verrons dans cet outil, qui se traduit notamment par une répartition des pouvoirs entre les différentes confessions, un système qui fait que les Libanais.e.s ne sont en réalité traités qu'en tant que membres de communautés auxquelles des droits différents sont impartis, un système qui engendre des inégalités et qui menace la paix, la justice et l'efficacité des institutions/politiques.

4. CONTENU DE L'OUTIL

Au delà du contenu d'analyse, nous vous proposons un contenu d'animation spécifique :

- un livret explicatif
- 4 types d'animations - exercice de compréhension/lecture, d'expression à l'oral, à l'écrit et d'expression artistique.
- 39 fiches photolangage à partir de l'exposition
- 39 étiquettes légendes
- 4 textes de dissertation des jeunes libanaise.s
- 5 capsules vidéos de présentation de Lihaqqi et des jeunes libanaise.s
- une synthèse récapitulatif des photos et des légendes correspondantes



5. CONTEXTE AU LIBAN : CONFSSIONNALISME, LAÏCITÉ, UN SYSTÈME EN R-ÉVOLUTION ?

Intentions et ponts

La représentation du Liban souvent mise en avant est celle d'un agrégat de communautés religieuses et confessionnelles, incapables de vivre ensemble. Mais les divisions internes sont-elles réellement dues à la religion ? Les Libanais peuvent-ils cohabiter toutes confessions confondues ou sont-ils condamnés à un combat éternel pour le pouvoir ?

Signalons qu'il ne s'agit pas de mener un combat contre les religions qui, selon nous, constituent une des richesses de la nation, mais bien contre les logiques confessionnelles et de clans qui instrumentalisent celles-ci à des fins personnelles. Car le Liban, minuscule pays mais aux grands enjeux géopolitiques pourrait être assimilé à une arène au Proche-Orient, où un Liban fissuré permet à certaines puissances de s'ingérer.

L'intention est donc d'abord d'apporter un éclairage permettant de comprendre quelle conjonction de facteurs internes et externes, politiques, géostratégiques et socio-économiques est à l'origine du confessionnalisme au Liban. Ainsi que d'analyser les conséquences de celui-ci sur le système politique et la société civile. Ensuite de mener une réflexion sur la laïcité en tant que remède au confessionnalisme.

Enfin, à partir du cas concret du Liban, il s'agit de faire de ponts avec la situation en Belgique. Et de tenter, de manière plus générale, de transcender les clivages communautaires et d'apporter une réponse à la question du « comment vivre en paix dans une société pluraliste? »

Ceci n'a pas pour prétention d'apporter de solution - le cas du Liban étant tellement complexe - mais quelques orientations et pistes de réflexion qui nous paraissent porteuses d'espoir pour le vivre ensemble.



Petit retour historique sur le confessionnalisme au Liban

Le Liban n'a pas de religion d'Etat. Il respecte toutes les religions ou plus précisément 18 confessions.



L'annexe I à l'arrêt n°60 du 13 mars 1936 donne l'énumération des communautés : il y a la communauté israélite, les 11 communautés chrétiennes réparties entre:

- Communautés latines (qui reconnaissent l'autorité du Pape): les communautés maronite, grecque-catholique, arménienne-catholique, syrienne-catholique, chaldéenne.

- Celles qui ne reconnaissent pas cette autorité : les communautés grecque-orthodoxe, arménienne-orthodoxe, syrienne-orthodoxe, assyro-chaldéenne et protestante.

Et cinq communautés musulmanes : sunnite, chiite, alaouite, ismaélienne et druze.

Reconnues et incluses dans la Constitution, ces communautés déterminent la répartition du pouvoir au Liban. Par leurs exacerbations identitaires, elles ont mis à mal la cohésion sociale. Elles ont divisé et divisent encore les Libanais, permettant à un esprit communautaire de s'installer au grand détriment de l'esprit national. Comment ce respect envers les différents cultes – richesse occasionnelle et potentielle du Liban – a-t-il pu devenir la faiblesse du pays ?

Un mot pour nommer ces maux: le confessionnalisme.

Distinguons **deux dimensions au confessionnalisme libanais** : la première juridique, qui concerne le statut personnel des personnes, et le confessionnalisme politique. Toutes deux renforcent la position des communautés religieuses au sein du système décisionnel libanais.

1) Le confessionnalisme juridique signifie que tout ce qui touche le statut personnel des personnes et donc la formation de leur identité - famille, mariage, successions... relève des lois établies par les diverses communautés, par délégation de l'Etat. En effet, chaque communauté a ses propres juridictions et son propre système législatif qui régissent le statut civil et bénéficient ainsi d'une certaine autonomie par rapport à l'Etat. Porte ouverte aux inégalités, les Libanais ne sont donc pas tous soumis au même régime juridique mais, surtout, ils sont baignés dans une bulle identitaire qui les isole dès la naissance des autres « bulles ». Dans cette logique, par exemple, le mariage civil n'existe pas au Liban. S'il est reconnu quand il est conclu à l'étranger (notamment en France ou à Chypre), il n'est pas prêt d'être accepté par les autorités religieuses. Reconnaître le mariage civil serait reconnaître que l'on puisse sortir du cadre communautaire auquel on appartient, ce serait un grand pas vers la déconfessionnalisation. Pourtant l'enjeu est moins à proprement parler religieux qu'identitaire.

Il y a, par ailleurs, souvent confusion entre la notion de religion et celle de communauté. Même si les communautés sont formées sur base de l'appartenance religieuse, elles constituent par rapport à l'Etat des groupements identitaires. L'appartenance à telle ou telle communauté est identitaire et n'implique pas une obligation de culte. Les tensions, on le verra, sont davantage liées à la confiscation des leviers de pouvoir, politique et matériel, qu'offre le confessionnalisme politique par des zaïm, c'est à dire de grands notables, leaders de clans familiaux et communautaires, dont l'autorité se transmet souvent de père en fils.

Que l'on soit pratiquant ou non, cette appartenance à une communauté religieuse a été inscrite dans le patrimoine des Libanais ainsi que sur leurs papiers d'identité. Longtemps obligatoire, la mention de la religion sur la carte d'identité a permis de nombreux assassinats pendant la guerre civile. Pour un milicien, il suffisait de réclamer le document pour décider de la vie ou de la mort du porteur, selon qu'il appartenait à la « bonne » ou à la « mauvaise » communauté.

La guerre civile libanaise ou la Guerre du Liban débuta le 13 mars 1975 pour ne s'arrêter que 17 ans plus tard, en 1992. Celle-ci a souvent été décrite comme des affrontements entre chrétiens et musulmans. Mais dans cette généralité, il faut préciser les dimensions régionales, voire internationales du conflit à travers l'ingérence notamment de la résistance palestinienne installée au Liban, des troupes syriennes et israéliennes. L'actualité du Liban est toujours liées aux conséquences de cette guerre.

Après la guerre et après ces tueries « à la carte d'identité », il fut décidé de supprimer la mention de la confession dans les registres d'état civil. Mais il a fallu alors attendre 19 ans pour que le ministre libanais de l'Intérieur Ziad Baroud décide, le 11 février 2009, que ses concitoyen.nes pouvaient, s'ils/elles le souhaitaient, supprimer ou s'abstenir de mentionner leur religion dans les registres d'état civil.

Cette « bonne nouvelle » n'implique pas qu'une majorité de Libanais.es aient décidé de rayer la mention de leur religion. D'autant que la portée de cette décision gouvernementale est avant tout symbolique. En effet, retirer la dite mention n'a rien changé au fonctionnement de l'Etat. Le système politique libanais continue à tenir compte des confessions dans la répartition du pouvoir.

C'est ce qui nous amène à la **deuxième forme de confessionnalisme...**



2) Le confessionnalisme politique. Cette dimension du confessionnalisme se traduit par la répartition confessionnelle des postes dans l'administration et le pouvoir. Ainsi, **les portefeuilles ministériels ainsi que les autres emplois politiques (mairies, etc.), publics et administratifs, sont répartis entre les différentes communautés.** De même que les sièges au sein du Parlement libanais: des quotas spécifiques sont réservés à chaque communauté. Enfin, les hautes fonctions exécutives sont attribuées à une troïka confessionnelle: le président de la République sera impérativement de confession maronite –en fait, il était censé appartenir à la communauté la plus nombreuse, ce qui était le cas des maronites lors du dernier recensement officiel en... 1932–, le Premier Ministre de confession sunnite et le président de la Chambre, chiite. **Cette répartition confessionnelle du pouvoir n'a pas été décidée du jour au lendemain. Le confessionnalisme est également ancré dans les mentalités libanaises.**

Le recensement de 1932 a été réalisé sous le mandat français et précisait que la communauté chrétienne était majoritaire à 51,2 % contre 48,8 % de musulmans. Depuis, aucun autre recensement n'a été fait.



Les révoltes et les coups durs de 2019 à 2021

Une énième taxe, cette fois-ci sur les services de messageries internet, devient la taxe de trop ! Les Libanais.e.s investissent à leur tour la rue pour protester contre les inégalités sociales.

Il s'agit d'une période sans précédent dans l'histoire du Liban. Des manifestations de masse ont éclaté le 17 octobre 2019, déclenchées par cette taxe sur WhatsApp dans un contexte économique déjà désastreux et suite à plusieurs échecs embarrassants du gouvernement, notamment leur mauvaise gestion des incendies qui ont ravagé le pays en 2019, ou encore le ramassage des poubelles, les coupures d'électricité.

Les manifestations à échelle nationale durent jusqu'en 2020/21, obligés de s'arrêter à cause de l'arrivée du COVID et du confinement.

Depuis longtemps déjà, les inégalités sociales sont démesurées, avec d'un côté, un groupe de milliardaires qui détienne plus de la moitié des richesses du pays, et de l'autre, une population qui fait face à une hausse des impôts sur différents produits de large consommation. D'autant plus que cette hausse intervient dans un contexte déjà tendu.

Sur le plan local, les autorités sont perçues comme caduques et incompétentes. Sur le plan régional, il y a aussi les mouvements de contestation en Algérie et au Soudan mais encore et toujours les ingérences internationales.



Les manifestant.e.s libanais.e.s font preuve d'éloquence et de détermination "Killoun yaâni killoun". Autrement dit, "Tous veut dire tous !". Le mouvement est inédit au pays du Cèdre car il réunit toute la population sans distinction d'appartenance politique, ethnique, religieuse ou idéologique.

Il est important de souligner l'impressionnant engagement des femmes dans les manifestations anti-gouvernement à l'échelle nationale dès leur déclenchement.

Une participation des femmes qui pourrait déterminer l'avenir du Liban et y améliorer drastiquement les droits des femmes.

D'ailleurs, à noter, au début de la révolution, la réadaptation des paroles de l'hymne national! Le célèbre journal An-Nahar a publié en Une le "nouveau" texte, bien qu'il ne soit pas officiel: "le Liban est le berceau des femmes et des hommes" et non plus seulement celui des hommes. L'hymne revisité a été chanté pour la première fois par des milliers de femmes lors d'une marche aux chandelles dans le centre-ville de Beyrouth le 6 novembre. Un changement symbolique mais toutefois majeur des Libanaises dans leur lutte pour l'égalité.

Et puis, le 4 août 2020, la catastrophe: la population est frappée par la double explosion au port de Beyrouth, qui donne un coup fatal au petit pays déjà très touché par la pandémie du Covid.

Outre une pénurie de médicaments et de carburant, une très grande partie de la population a du mal à se nourrir correctement. Entre-temps, plusieurs Premiers ministres se sont succédés sans parvenir à former un gouvernement.

Le Liban ne pourra pas totalement se relever de tout cela sans réel changement politique et sans redressement économique.



Enjeux actuels - état des lieux en 2022

La crise économique que le Liban traverse actuellement est sans précédent. La chute vertigineuse de la valeur de la livre libanaise ces deux dernières années et la perte du pouvoir d'achat, liées à la faillite d'un Etat corrompu et pillé, ont plongé les libanais-es dans un grand désespoir mais aussi dans une colère qui a rassemblé une grande partie d'entre eux/elles et les a mobilisé.e.s contre cette classe dirigeante qui est à la tête du pays depuis la fin de la guerre civile en 1990.

Dans un pays où l'Etat et ses services sont défailants, les libanais-es comptent sur leur argent pour s'acheter des services comme l'électricité, l'eau, la communication, l'éducation et les soins de santé.

Face au système politique et confessionnel corrompu qui a prouvé son échec à maintes reprises, plusieurs initiatives citoyennes se sont créées dans le domaine des droits humains comme dans le domaine du féminisme et de l'écologie.

La société civile est de plus en plus forte et active, elle joue un rôle important dans les médias et sur le terrain. Parmi ces initiatives nous citons le groupe « Lihaqqi » qui veut dire « Pour mon droit » et avec qui nous avons collaboré pour ce projet.

C'est une organisation politique progressiste et fondée en tant que campagne menée par des jeunes pour les élections législatives de 2018. Elle joue par la suite un rôle majeur dans l'incitation au mouvement de protestation de 2019. Le slogan du groupe est "le pouvoir au peuple" et il se caractérise par une structure interne basée sur les principes de décentralisation, d'horizontalité et de démocratie participative. Le groupe ne s'inscrit pas dans un dogme particulier, mais s'aligne largement sur les principes gauchistes, féministes et écologistes.

Les défis actuels au Liban sont multiples. Le premier est de pouvoir se nourrir car 88% des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté. Le deuxième est de pouvoir se soigner car les coûts sont exorbitants et certains médicaments ne sont tout simplement pas disponibles. D'autre part, la qualité des soins s'est fort détériorée avec le départ de beaucoup de médecins et d'infirmier.e.s à l'étranger.





L'école publique libanaise a malheureusement été détruite par la privatisation de ce secteur, la réhabiliter est une revendication de beaucoup de mouvements.

L'éducation représente un grand défi également pour les libanais-es car leurs enfants sont leur capital.

Le schéma classique d'un-e jeune libanais-e est de bien se former et de partir travailler à l'étranger. C'est d'ailleurs ce capital de libanais-es à l'étranger qui maintient la vie dans le pays.

Pour vivre au Liban actuellement, il faut avoir des revenus en dollar américain, soit en travaillant pour des ONGs sur place, soit en travaillant à l'étranger ou avoir quelqu'un qui y travaille.

La crise a atteint un tel seuil que les fonctionnaires ne peuvent même plus se rendre dans leurs établissements. Un salaire moyen n'achète pas trois fois le plein ! Le pays est donc à l'arrêt !

Face à cette situation qui continue de se dégrader, la solution ne peut être que politique à travers une lutte contre la corruption en interne et des négociations sur des dossiers épineux en externe (le lien avec l'Iran par exemple).

Dans ce sens, les élections législatives, qui ont eu lieu le 17 mai 2022, ont abouti à l'élection de 13 nouveaux député-e-s indépendant-e-s.

C'est une nouvelle tendance au sein d'un parlement sclérosé depuis des années ainsi qu'un nouvel espoir pour la nouvelle génération. L'espoir de constater que la mobilisation paie et que l'avenir peut se créer.

C'est sur cette note d'espoir qu'AWSA-Be souhaite ouvrir le dialogue avec cet outil pédagogique.



6. QUI EST LIHAQQI ?

Lihaqqi est une organisation politique progressiste au Liban. Fondée en 2018 en tant que campagne portée par des jeunes lors des élections législatives, elle est rapidement devenue un mouvement anti-establishment de premier plan qui a joué un rôle majeur dans l'incitation des mouvements de protestation de 2019. Le nom de Lihaqqi signifie en arabe "pour mon droit". Le slogan principal de l'organisation est "le pouvoir au peuple" ; sa structure interne est construite autour des principes de décentralisation, d'horizontalité et de démocratie participative. Le groupe ne suit aucun dogme ou idéologie particulier.e mais s'aligne largement sur les principes de gauche et sur des approches féministes et écologistes.

Face au contexte libanais, l'organisation appelle à la fin du régime sectaire de partage du pouvoir par la mise en place d'un État laïc et le remplacement des réseaux clientélistes sectaires par un système de protection sociale fiable. Elle prône également des structures équitables et décentralisées de gouvernance économique, notamment des coopératives de travailleurs et d'agriculteurs.

Lihaqqi diffère de la plupart des organisations et partis politiques traditionnels libanais par la structure qu'elle a adoptée où aucune hiérarchie n'existe entre les membres. La structure de l'organisation s'articule autour de groupes géographiques, sectoriels et thématiques, appelés "groupes de base" et "groupes de travail". Tous ces groupes ont droit à une autogestion autonome et aucune entité centrale n'existe pour superviser leur travail. Le mouvement n'a pas de secrétaire général ou de président. Les membres des comités sont élus démocratiquement et reçoivent des tâches, cependant, leurs décisions peuvent être révoquées par l'assemblée générale si elles sont jugées contraires aux valeurs ou aux principes de Lihaqqi.

Voici les principales valeurs de l'organisation:

- Justice économique, sociale et environnementale
- Démocratie économique
- Décentralisation politique et économique
- Le droit à l'autodétermination politique
- Pluralisme
- Égalité des genres
- Démocratie participative directe
- Intersectionnalité
- Représentation des femmes et des personnes aux identités de genre et sexuelles
- Solidarité

7. QUELLES SONT LES THÉMATIQUES SOULEVÉES PAR CET OUTIL PÉDAGOGIQUE ?

Cette collection de photos nous interroge sur plusieurs thématiques pertinentes dans le contexte libanais actuel : le confessionnalisme, la laïcité, la place des femmes dans la société et leur participation active aux différentes sphères publique et privée, le féminisme, la diversité, la pluralité, les approches interculturelle et interconfessionnelle, l'intersectionnalité, la mixité, la démocratie participative directe, la solidarité, la citoyenneté, la corruption, la justice sociale, économique et environnementale, la décentralisation politique et économique, le repli identitaire, le communautarisme et les logiques sectaires, etc. Les groupes qui visitent l'exposition peuvent, par ailleurs, bénéficier d'une animation prise en charge par l'équipe d'AWSA-Be qui a accumulé près de 15 ans une expertise et un savoir faire autour de ces problématiques. A ce sujet, n'hésitez pas aussi à consulter nos différents outils pédagogiques : <https://www.awsa.be/fr/page/outils-pedagogiques>

Cette exposition permet également de valoriser les membres de Lihaqqi, la diversité de leurs profils et de leurs opinions pour susciter un débat sur le vivre ensemble et la diversité dans notre société. En créant cette exposition, ces citoyen.nes nourrissent leur réflexion critique. Nous espérons qu'elles/ils inspireront d'autres citoyen.nes en Belgique - et ailleurs - à s'exprimer et s'engager pour le vivre ensemble.



8. RESSOURCES

POUR ALLER PLUS LOIN...

Sites

- https://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations_de_2019-2021_au_Liban
- <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220428-face-%C3%A0-la-crise-la-jeunesse-libanaise-en-qu%C3%AAte-d-un-avenir-meilleur-%C3%A0-l-%C3%A9tranger>
- https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/liban/explosions-a-beyrouth/liban-l-article-a-lire-pour-comprendre-la-crise-economique-et-humanitaire-un-an-apres-l-explosion-au-port-de-beyrouth_4725953.html
- <https://journals.openedition.org/communicationorganisation/10637>
- <https://libnanews.com/lexpert-international-en-finance-marwan-a-marshi-presente-un-plan-de-redressement-a-lesa-apres-les-crises-financieres-monetaires-et-bancaires-au-liban/>

8. RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

Ouvrages

-BARAKAT, Leïla, 2004

Liban: penser l'Etat, Paris, éd. L'Harmattan, 241p.

-BOUSTANY Katia, 1994

Le conflit intraétatique au Liban: problèmes de maintien de la paix, Paris, éd. Emile Bruylant, 454p.

-CORM Georges, 2007

Le Proche-Orient éclaté: 1956-2007, Paris, éd. Gallimard, Coll. Folio Histoire, 5e éd. Mise à jour et augmentée, 1128p.

-DOMONT Frédéric, 2007

Général Aoun. Une certaine vision du Liban, Paris, éd. Fayard, 239p.

-DUBOIS Christophe, 2002

La survie libanaise ou l'expérience de la différence: un nécessaire élan vers l'harmonie multiconfessionnelle, Bruxelles, éd. P.I.E.-Peter Lang, 188p.

-PICAUDOU Nadine, 1989

La déchirure libanaise, éd. Complexe, coll. Questions au XXe siècle, 258p.

-SALAM, Nawaf 1998

La condition libanaise. Communauté, citoyen, Etat, Beyrouth, éd. Dar An-Nahar, 163p.

-MAALOUF Amin, 2001

Les Identités meurtrières, Paris, éd. LGF - Livre de Poche, Coll. Livre de poche, 189p.

-MAALOUF Amin, 2009

Le dérèglement du monde. Quand nos civilisations s'épuisent, Paris, éd. Grasset et Fasquelle, 314p.

Monographies

-BALLESTERO Manon, 2007

Le modèle libanais: un Etat consociatif en (re)construction identitaire nationale, Comment la diversité confessionnelle au Liban est organisée politiquement ?, Bruxelles, éd. Université de Bruxelles, 108p.

-MAAMARY, Tania, 2006

La géopolitique internationale des communautés confessionnelles du Liban. Quel est le lien que peuvent entretenir les différentes communautés confessionnelles du Liban avec les acteurs étrangers ?, Bruxelles, éd. Université de Bruxelles, 102p.

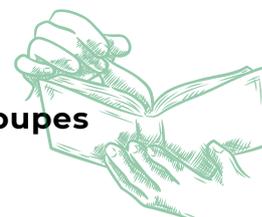


ANIMATIONS (1)

Les photographies présentées dans cet outil sont reprises de l'exposition «Laïcité et diversité au Liban, un regard alternatif » issue du projet du même nom lancé par AWSA-Be en octobre 2021 avec le soutien de la Ville de Bruxelles, Solidarité Internationale.

Pour chacun de exercices ci-dessous, nous vous conseillons de proposer en introduction la vidéo de présentation de Lihaqqi et de faire un résumé général de la situation au Liban, sur base des informations apportées ci-dessous. Vous pouvez aussi prendre le temps de vous informer davantage à partir de la bibliographie.

Exercice de lecture



Objectif : compréhension à la lecture et réflexion seul.e ou en sous-groupes

1. Les légendes photos

Lire les commentaires des photos et essayer de retrouver les images correspondantes. Travailler sur la compréhension du vocabulaire des participant.es avec tout le groupe.

2. Les textes des jeunes libanais.e.

Distribuer les 4 textes et les parcourir en demandant aux participant.es de surligner tant les mots à expliquer que les mots clés.

Variante : proposer d'abord le visionnage des capsules vidéos de présentation des jeunes libanaise.s.

Expression orale

Objectif : travailler sur l'expression orale en décrivant les photos et en ayant une discussion sur le contenu des images

1. La photo préférée

- Etaler sur la table les fiches photos et demander à chaque participant.e de choisir sa photo préférée. Expliquer pourquoi.

- Que peut-on dire de la participation des femmes libanaises au sein des révolutions? Qu'en pensez-vous ?

Nous vous proposons de consulter aussi notre outil « Femmes et révolutions arabes » : <https://www.awsa.be/fr/page/droits-femmes>

ANIMATIONS (2)



2. Les commentaires à commenter

Choisir le ou les commentaires préférés et expliquer pourquoi

- Etaler sur la table les légendes photos et demander à chaque participante de choisir et d'expliquer pourquoi.

3. Echanges sur une photo à la fois.

A partir d'une ou plusieurs photos, faire s'exprimer les participant.es par rapport à un thème précis. Exemples : les droits des femmes, leurs rôles dans la société, le travail des femmes, les femmes dans les pays en guerre, ect.

Expression écrite



Objectif : travailler sur l'expression écrite en décrivant les photos, en ayant une discussion sur le fonds, derrière les images. Faire appel à l'imagination pour analyser les croyances et idées reçues sur le Liban en amenant une réflexion générale sur le vivre ensemble.

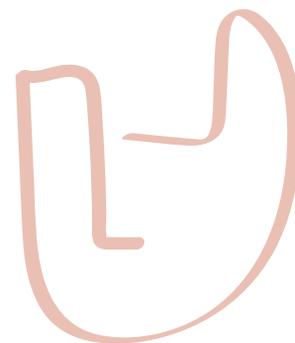
Choisir une photo et imaginer l'histoire de cette personne. Qu'est-ce qui vous interpelle ou touche dans la photo ? Noter des mots clés de leurs parcours sur un tableau ou un panneau à présenter.

Cela peut se faire aussi à partir des capsules vidéos de présentation des jeunes libanaise.s. Prendre note pendant le visionnage et puis ouvrir la discussion/le partage en groupe.

Variante : Imaginer et écrire l'histoire de ce personnage en petits groupes.

Expression artistique

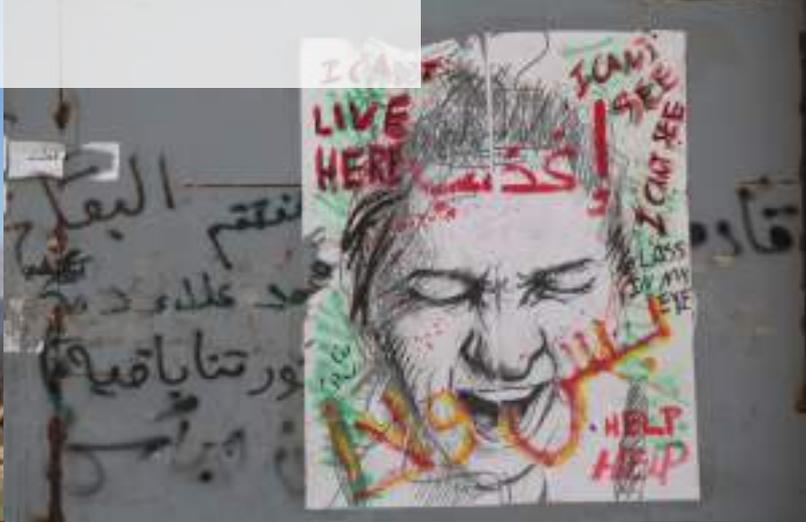
Selon le temps disponible (nombre d'ateliers et/ou d'heures) et le nombre de participant.es, vous pouvez aussi encourager votre public à s'exprimer, à leur tour, à travers la photographie et /ou des textes de dissertation. Les supports de cet outil servent alors plus d'inspiration pour accompagner votre public dans leurs propres créations.



Voici quelques thèmes similaires sur lesquels votre public pourrait s'exprimer : la diversité, le vivre ensemble, la citoyenneté, la confiance politique, la place des femmes dans la société, les croyances et les confessions, la mixité, la guerre.



**TEXTES DES
JEUNES
LIBANAIS.E.S**



LA LAÏCITÉ (1)

PAR RANA ABU IBRAHIM

Le principe de la laïcité a commencé au le début de la phase moderne de l'histoire humaine, lorsque les peuples sont arrivés à la conviction de la nécessité de séparer le fait religieux de la chose politique et des affaires juridiques de l'Etat, tout en préservant la sacralité de la religion et en interdisant aux assoiffés de pouvoir d'en abuser. Les mouvements pour la laïcité on émergé après le déclenchement de la Révolution française et se sont propagés par la suite dans d'autres pays.



Mais bien que que les Etats laïcs aient atteint aujourd'hui un degré élevé de progrès à tous les niveaux grâce au renoncement aux sectarisme politique, certains craignent toujours de voir la séparation du religieux et de l'Etat se transformer en une séparation de la religion de tous les aspects de la vie, ce qui signifie pour eux la perte de leur liberté religieuse. Il convient donc de souligner que le but de la laïcité est de garantir le droit des personnes à vivre dans un Etat qui les traite comme des individus égaux devant un système juridique juste qui ne privilégie pas une communauté ou une doctrine ; et qu'elle n'a en aucun cas été créée pour violer les libertés religieuses.

Ainsi, Il n'y a pas de loi laïque, par exemple, qui empêche la jeune fille voilée de postuler à un emploi en raison de son voile, à condition qu'elle respecte les lois de l'Etat, qu'elle fasse preuve d'ouverture sur l'autre et qu'elle croit au vivre ensemble.

De manière générale, les éléments factuels restent la meilleure preuve que l'adoption de la laïcité n'abolit pas la religion. Elle permet par exemple la construction à la fois d'églises et de mosquées et autorise leur fréquentation et l'exercice de la foi dans ces structures, comme cela est le cas dans les pays européens laïcs tels que l'Allemagne, la Belgique et d'autres encore. Ajoutons que des pays à caractère religieux islamique, à l'instar de la Malaisie, ont pu adopter une constitution laïque qui tient compte des dimensions religieuses et culturelles de la société.

Pour ce qui est du Liban, il convient de dire que la situation est totalement différente. La laïcité a été radiée de toutes les lois et réglementations depuis 1975. Depuis que le confessionnalisme a officiellement pénétré les âmes et les textes, transformant ainsi le pluralisme confessionnel de bénédiction en malédiction !

Cette année-là éclata la pire guerre dans l'histoire de ce pays meurtri. Une guerre confessionnelle, dans laquelle le Libanais tua son frère libanais pour l'unique raison qu'il appartenait à une autre communauté religieuse... Le résultat fut un accord sur l'adoption d'une nouvelle forme de gouvernance qui se base sur la répartition des principaux postes des centres de pouvoir de l'État entre les différentes communautés. Et ce, en vertu du principe de « soigner le mal par... ce même mal ! ».

LA LAÏCITÉ (2)

PAR RANA ABU IBRAHIM

Avait-on seulement oublié qu'il n'y a pas d'autre remède au confessionnalisme que son ablation de la vie politique.

C'est ainsi que les chefs des milices communautaristes de la guerre devinrent des leaders, des députés et des ministres. Chacun d'entre eux fait du confessionnalisme un bouclier pour se protéger de tout compte à rendre, pendant qu'il prend sa part des dividendes du pouvoir avec sang-froid, par le vol, la contrebande et la dilapidation de fonds publics, parce qu'il s'est tout simplement auto-désignés comme « le gardien des droits de sa communauté ».

S'il est démis du pouvoir, aucun membre de sa communauté ne sera employé. La zone géographique dans laquelle vivent les membres de ces communautés se retrouvera ainsi privée des services publics. En bref, la politique qu'ils ont adoptée repose sur les instincts communautaristes pour le partage des parts et pour susciter davantage de corruption.

De plus, la démocratie dans ce pays est devenue une duperie grâce au consensus des dirigeants des communautés confessionnelles et des religieux à chaque occasion, à chaque échéance. Quand bien même on irait jusqu'à paralyser le travail gouvernemental et législatif, ou à arriver à un vide dans les institutions étatiques, ils bafoueraient, sans sourciller, les intérêts des citoyens et l'intérêt général de l'État.

Par conséquent, nous estimons qu'il n'y a pas de solution aux problèmes qui surviennent au Liban autre que la séparation de la question confessionnelle des affaires publiques, et la nomination des bonnes personnes aux bons postes quelle que soit leur confession. Mais tout ceci ne peut être réalisé sans que les Libanais ne soient convaincus de la nécessité d'éradiquer le germe du confessionnalisme qui est ancré dans l'inconscient, et hérité de génération en génération. Le spectre de la guerre civile ne se lassera pas de nous hanter tant que nous n'aurons pas encore su dépasser les considérations sectaires entre nous...

Pour atteindre ce but recherché, nous avons besoin du soutien et de la solidarité des pays qui nous ont précédés dans ce domaine et nous ont devancés, à l'instar de la Belgique ou de sa capitale Bruxelles. Elle peut servir d'Etat modèle avec ses normes juridiques justes et sa protection des libertés religieuses à la fois des Chrétiens et des Musulmans. C'est également un pays qui a de tout temps soutenu les Libanais durant leurs crises. La coopération entre les deux pays peut se faire de plusieurs manières, parmi lesquelles la mise en place de conférences de sensibilisation sur l'importance de la laïcité au Liban dans l'espoir de lui transmettre l'expérience bruxelloise.

Il faudrait également entreprendre une communication avec l'Ambassade de Belgique au Liban afin de coordonner de nombreux programmes culturels ciblant la jeune génération. Elle est le seul espoir sur lequel on peut compter pour renoncer au confessionnalisme et construire un avenir meilleur pour notre pays bien-aimé...

LA LAÏCITÉ (3)

PAR RANA ABU IBRAHIM

Comme nous avons démontré l'importance de la laïcité pour les patries, nous devons également souligner ses avantages sur l'humain.

En procédant à l'inventaire général des lois adoptées par de nombreux pays et en particulier les pays en développement sur les droits des individus, nous constatons qu'elles sont incapables de produire la justice sociale entre toutes les couches de la société, de même qu'elles ne permettent pas de suivre le rythme rapide du développement global, ce développement qui a fait prendre conscience à chaque individu la valeur d'être libre, de posséder les moyens d'une vie décente et d'être maître de sa vie et de ses choix...

Cet échec est dû à un accord social implicite entre les membres de la société et les institutions religieuses d'adhérer aux traditions et coutumes héritées avant tout autre texte, en particulier dans les sociétés orientales.

Par ces traditions, l'humain est tenu captif durant toutes les étapes de sa vie dans ses moindres détails. La société a le droit de lui imposer ce qu'il doit manger et boire, ce qu'il doit porter, les études universitaires qu'il doit entreprendre, la profession qu'il doit exercer, la personne qu'il peut épouser et selon quel rite religieux devra-t-il le faire, en plus d'autres restrictions qui vont à l'encontre du principe de la liberté individuelle qui est pourtant consacrée par les textes sacrés, car il n'y a pas de contrainte dans la religion, vu qu'elle garantit la liberté de choisir que le Créateur tout puissant nous accordée !

Toutefois toutes les habitudes sociales ne doivent pas être revues. Certaines doivent au contraire être valorisées, comme la générosité, la fierté, la charité, et d'autres encore.

La laïcité garantit à tous les membres de la société plus d'humanité et d'égalité. Elle permet de se construire des mentalités libérées des préjugés façonnés par les traditions.

Ainsi, il n'y a pas de différence entre un blanc et un noir, entre un Chrétien et un Musulman, entre un riche et un pauvre... Chacun bénéficie de ses droits grâce à la justice, qui peut alors échapper à toute ingérence, en particulier de la part des institutions religieuses. Celles-ci ne pourront plus exclure des minorités religieuses, sociales ou ethniques de la manière la plus horrible sans que personne ne puisse les arrêter !

LA LAÏCITÉ (4)

PAR RANA ABU IBRAHIM

Aux antipodes de ceci, il subsiste dans notre société des individus qui souffrent aujourd'hui encore de la marginalisation et de l'exclusion dans notre environnement patriarcal non-laïc : ce sont les femmes... La femme a pourtant pu démontrer ses mérites dans tous les domaines... La femme sans qui aucun homme ne serait grand... La femme qui berce le lit de son bébé à sa droite et le monde à sa gauche... Voici la chancelière Merkel secouant l'Allemagne, la reine Elizabeth qui siège toujours sur le trône britannique sans trembler et bien d'autres femmes que l'Histoire immortalisera...

Les plus grands défis auxquels les femmes sont confrontées sont ces idées héritées d'une génération ancienne qui a intégré inconsciemment des interprétations religieuses dans les coutumes et les traditions. Ceci a consacré la supériorité des hommes sur les femmes et leur a accordé une autorité qui fait de l'homme un tuteur à vie pour la femme. Une autorité ouverte qui laisse une marge de liberté pouvant aller jusqu'à la permissivité de la violence conjugale selon certains hommes arriérés, qui n'ont pas encore compris que la femme est un être humain, ni une machine ni une marchandise !

En réalité, le machisme enchaîne les femmes et les emprisonne. Il constitue également un obstacle à l'accès au plus basiques de ses droits : pouvoir poursuivre ses études et réaliser ses ambitions, obtenir la garde de ses enfants, pouvoir se débarrasser de la violence familiale et les accusations d'atteinte à l'honneur, maintenir sa dignité au sein du domicile conjugal... sans compter les crimes des mariages de mineures dans certains milieux et empêchées de mener une vie normale, celles des jeunes filles de leur âge...

Tous ces problèmes nécessitent un traitement urgent par la promulgation de lois laïques modernes qui donnent à la femme ses droits et sa liberté, qui oblige la société de la traiter en tant qu'humain et non en fonction du bien-vouloir de nombreux groupes machistes sous couvert de religion, et qui la libèrent de la marginalisation dont elle souffre dans les sociétés orientales comme dans les sociétés occidentales.

On ne peut pas rester les bras croisés, alors que chaque jour, de nombreuses femmes affrontent l'injustice ... Une injustice qui peut aller jusqu'à la mort parfois !



NOTRE DERNIER CAMPEMENT, NOTRE DERNIER DÉSENCHANTEMENT (1)

PAR SAMIR SKAYNI



Allez venez qu'on cherche la diversité ! Adoptons la laïcité ! Produisons des spots publicitaires pour le tourisme qui s'accordent avec cette diversité : ici une caméra survole une église embrassant une mosquée, puis se déplace vers la scène de la femme leader au travail aux côtés de l'homme, puis une tasse de thé à midi et un verre de gin la nuit.

Allez venez ! Cherchons la diversité ! Faisons la promotion du tourisme, de la marchandise et des cartes de crédit en conséquence. C'est ainsi que le discours dominant a pris l'habitude de se comporter avec ces questions.

Mais allez, marchons dans les rues...

Comme pour d'autres questions, les notions de diversité et de laïcité au Liban ont été utilisées à tort, ou, pour être précis, pour désigner quelque chose n'ils ne sont pas. Ils ne sont qu'une dénomination large, qui a ses éléments réels sur le terrain, mais ces éléments ont été liés entre eux selon un modèle qui n'existe pas dans de vraies relations sociales.

Un modèle qui ne convient qu'à une infime minorité qui vit du contrôle de cette diversité selon ses propres intérêts ce qui en fait un modèle fragmenté. Un modèle qui déforme les termes politiques progressistes pour les vider de leur sens, et en faire une matière médiatique instrumentalisée par n'importe qui et dans n'importe quel contexte : la lutte contre la corruption, le changement, l'État civil, la laïcité... Tout le monde et... personne n'y aspire(nt) à la fois. Et ça se répète jusqu'à ce que ce paradoxe devienne naturel. Avez-vous entendu parler, par exemple, d'un parti qui appelle à ce qui va à l'encontre de la justice sociale ?

Cependant, le fossé entre la réalité et le discours dominant est effroyable et ne cesse de se creuser. A son tour, l'écart entre la réalité et notre capacité à la changer après l'avoir abordée de manière rationnelle est, lui aussi, énorme.

NOTRE DERNIER CAMPEMENT, NOTRE DERNIER DÉSENCHANTEMENT (2)

PAR SAMIR SKAYNI

Deux camps se disputent au sujet de la réalité et des termes qui la décrivent, chacun à partir de sa position politique. Ceci appelle à intervenir, au moins de la part de ceux qui se considèrent déjà partisans de cette diversité et de cette laïcité, c'est-à-dire nous.

Sauf que nous ne sommes malheureusement ni au pouvoir ni en mesure de contrôler les moyens de production de discours avec lesquels interagit une grande partie du public. Nous avons notre monde « alternatif ». Nos plateformes sur les réseaux sociaux, quelques compétitions et activités, mais pas de télévisions, pas de radios, pas de média de masse. Dès lors, les chances d'un discours « constructif » sur la diversité sont quasi inexistantes face au discours vidant la diversité de ses sens.

Nous entendons par vider ces termes de leur contenu la réduction des différences qui donnent aux structures leur dynamisme. La diversité devient un terme général et superficiel, tandis que son importance réside dans les détails qu'il peut comporter. Les racines de chaque détail dans son détail. En effet, la « diversité » n'est pas unique et n'existe pas en tant que telle, comme ça, dans l'absolu. Il y a plutôt des diversités, produites et développées par les liens qu'elles entretiennent entre elles. Il nous incombe de les relater, de les prouver, pour protéger cette diversité de l'usurpation.

Des diversités donc qui s'enchaînent jusqu'à l'infini. Nous luttons dans notre quotidien pour leur donner du sens, tout en affrontant des moyens qui cherchent à leur voler ce sens. Diversités au pluriel, et dans chacune d'entre elles, se trouve un lieu pour le conflit ou la réconciliation.

Une diversité de genre... mais qui devient un facteur aggravant l'exploitation, en faveur des garçons, au sein d'un système patriarcal qui vit de la marginalisation de tout genre non masculin à qui il offre des privilèges sur un plateau d'argent. Ainsi, la diversité des genres devient, dans le monde d'aujourd'hui, une opportunité d'exercer sa domination.

Une biodiversité, mais malmenée par les grandes entreprises qui surproduisent et engendrent des profits excessifs au détriment de l'environnement et de la biologie, et menacent les ressources naturelles, sans avoir à rendre des comptes, et qui blâment par la suite les pailles en plastique. Ainsi, la biodiversité devient dans le monde d'aujourd'hui, une opportunité de piller les ressources naturelles.

Une diversité religieuse, utilisée comme outil de contrôle dans les mains des chefs de la guerre, après avoir été une diversité confessionnelle « transcommunautaire ». Les résidents ont construit leurs habitudes sociales en fonction des échanges entre ces groupes sociaux. La diversité religieuse devient, dans le monde d'aujourd'hui, un puits de séditions.

NOTRE DERNIER CAMPEMENT, NOTRE DERNIER DÉSENCHANTEMENT (3)

PAR SAMIR SKAYNI

Une diversité linguistique, que l'ère de la mondialisation et le roman bourgeois sur le trilinguisme du « Libanais Harbouq », autrement dit, ce « Libanais émérite : malin et débrouillard », ont poussé les individus vers la maîtrise des langues étrangères au détriment de la langue arabe, associée faussement au sous-développement. La diversité linguistique devient, dans le monde d'aujourd'hui, synonyme de supériorité de la langue étrangère sur la langue locale.

Une diversité identitaire, présente depuis toujours dans nos régions, avant que les tribalismes n'arrivent à transposer des frontières régionales imaginaires au monde réel et conscient. La diversité identitaire devient, dans le monde d'aujourd'hui, du racisme.

Et ainsi de suite... Jusqu'à ce qu'on atteigne une diversité qui n'en est pas une ! La « diversité » de classe, ou plus précisément, la disparité. Celle qui a alimenté tous ceux qui voulaient contrôler ladite diversité. La disparité... celle qui a fait du campement de la diversité un désenchantement.

Mais le désenchantement n'est pas une fatalité, de même qu'il n'est pas question ici de problématiques qui se résoudront avec le temps. Elle est tout simplement une bataille, que la société de spectacle voudrait présenter comme de simples rivalités que nous devons accepter et normaliser. C'est une bataille pour retrouver ce à quoi nous aspirons à appartenir, et le refus d'appartenir à la perte, au monde des termes creux et à l'échelle des déceptions.

Ainsi, entre les deux approches mentionnées se trouve un terrain de lutte dans lequel nous devons nous engager, depuis notre position progressiste/féministe/environnementaliste/et partisane des groupes marginalisés, en commençant d'abord par établir l'intersection entre ces diversités, et en reconnaissant l'existence de structures de classe, de tribus et de genre, instrumentalisées par les relations d'hégémonie dans la répression de notre lutte, mais qu'il nous incombe, à nous, de les mobiliser dans la transformation de notre lutte en révolte. D'ici nous commençons, d'ici nous construisons.

A partir de là, la laïcité retrouve son sens politique, progressiste, anti-sectaire, et de là, la diversité devient un pont pour vivre ensemble.



LA GOUVERNANCE DES PÈRES ET LE SYSTÈME CONFESSIIONNEL (1)

PAR GHINA AL-ANDARY



***La gouvernance des pères est un concept en sociologie et psychologie sociale qu'on applique évidemment en sciences politiques, on parle d'un gouvernement des pères par opposition à la société des frères...*

*Je me souviens bien d'eux. Un groupe d'hommes appartenant aux « élites » de la société, parmi lesquels des hommes en turbans, était venu nous rendre visite. Je ne me souviens pas exactement de la discussion, mais je me souviens du ressentiment de ma mère envers eu. Ils ne s'étaient pas adressés à ma mère directement. Les hommes de notre société ne s'adressent aux femmes que pour leur donner des ordres ou leur réclamer des choses. Il était donc évident qu'ils n'étaient pas venus pour lui parler à elle, mais plutôt à son mari, pour qu'il lui ordonne à son tour de voter pour le « chef » et les hommes du chef.

Ce n'était pas encore les élections législatives, seulement les municipales. Et comme à chaque rendez-vous électoral, ils sont venus frapper à nos portes, nous, les masses, pour nous honorer de leur visite. Ils ne connaissent le chemin de nos maisons qu'à l'occasion de ces rendez-vous risibles, même si nos chemins sont connus et les portes de nos maisons ouvertes. Nos chemins, messieurs, sont les chemins souvent non revêtus, qui n'ont pas accès à l'électricité et qui sont très éloignés des hôpitaux, des écoles et des universités.

Nos maisons, quant à elles, ont leurs portes grandes ouvertes aux invités, mais la politique s'arrête à leurs seuils et ne les franchis pas. Car ce qui peut arriver comme violations physiques ou psychologiques reste dans la sphère privée et n'entre dans aucun calcul politique ou programme électoral.



LA GOUVERNANCE DES PÈRES ET LE SYSTÈME CONFSSIONNEL (2)

PAR GHINA AL-ANDARY

Habituellement, les pieds de ces élites ne les mènent pas sur nos chemins pour affronter nos problèmes, car nous n'avons pas d'existence en tant qu'individus déjà, encore moins en tant que femmes, en dehors des calculs électoralistes. A moins que l'on accepte de jouer un rôle bien défini. Nous sommes des tremplins à leurs agents, des échelles qu'ils grimpent pour accéder à leurs sièges. Bien que les femmes n'existent pas en dehors des élections ni dans les élections, ces élites supposent qu'elles doivent voter par subordination aux hommes qu'elles ont comme tuteurs en faveur de l'homme qui protège la communauté religieuse, et que les hommes ont choisi comme dieu et comme sauveur.

Ceux qui ont envoyé leurs missionnaires dicter aux femmes les noms de ceux pour qui elles devraient voter ont été très clairs au sujet de leur misogynie lorsqu'ils se sont opposés à l'adoption de la loi sur la violence domestique. Ils ont été très clairs à travers leur discours machiste qu'ils ont déployé contre les femmes pour exiger d'elles de garder le silence et de ne pas évoquer les violences qu'elles subissent au sein de leurs foyers. Et quand ils avaient adopté la loi, ils l'avaient d'abord déformée en l'adaptant aux directives des institutions religieuses.

Je n'ai pas oublié le jour où un conseil religieux et une maison de fatwa d'une communauté religieuse avaient publié une déclaration conjointe virulente à l'encontre des féministes qui réclamaient l'adoption de la loi. Ils avaient osé à ce moment-là provoquer une fracture entre les femmes et créé l'illusion qu'il existait des femmes qui avaient intérêt à subir la violence pour contrebalancer ces féministes financées par l'Occident et enrôlées pour s'immiscer dans les affaires privées dans le but de briser les familles.

C'était ainsi l'heure des élections. Il fallait alors commencer à préparer la victoire de la communauté dans les guerres imaginaires qu'elle mène - et continue de mener - depuis la nuit des temps, visiblement.

Ne vous méprenez pas toutefois à penser que les élections - ou toute échéance survenant dans cette zone géographique - seraient une pratique démocratique réelle. Il ne s'agit que d'une pièce théâtrale organisée périodiquement pour maintenir ces têtus à leurs sièges, durant laquelle on mobilise les gens selon les règles d'un jeu clair où les "protecteurs des communautés religieuses" se partagent le gâteau entre eux et jettent les miettes à ceux qui se sont bien comportés parmi leurs sujets. Tout dans ce pays est organisé selon une règle précise : la gouvernance des pères ! Et chacun de ces pères prêchent pour sa confession. Ceci signifie que les pères des communautés confessionnelles se partagent le pouvoir entre eux. Chaque père est un chef qui envoie des instructions à ses disciples et agents sur la façon dont la pièce doit être montée cette année.

LA GOUVERNANCE DES PÈRES ET LE SYSTÈME CONFSSIONNEL (3)

PAR GHINA AL-ANDARY

Là, les disciples se chargent de transmettre les instructions aux pères de rangs inférieurs parmi les religieux, bailleurs de fonds et autres notables de la région comme ils s'auto-désignent. Arrive enfin le tour des nombreux pères secondaires, qui se retrouvent à faire le tour des maisons et à dicter aux pères qui se trouvent au pied de la pyramide les noms qu'il leur incombe à eux, à leurs fils, à leurs filles et à leurs femmes d'élire.

Et tout le long de cette opération de transmission de directives « paternelles », les femmes ne parlent pas de politique. Elles ne posent pas de questions sur les projets électoraux ni sur les profils des candidats. Il n'y a pas de temps, bien sûr, pour parler des intérêts, des besoins et des droits qu'ils leur sont propres, à elles. Plus important encore, il est préférable qu'elles ne pipent pas mot, qu'elles restent muettes jusqu'à ce qu'on les autorise à hocher la tête en signe d'approbation.

Le petit père rassure alors ses pères invités : lui, et toute sa famille sont « toute loyauté » envers le chef. Ma mère n'avait pas hoché la tête à ce moment-là. Elle affichait plutôt une opinion différente. Elle avait déclaré explicitement ne voter pour personne et qu'elle glisserait un bulletin blanc dans l'urne si elle était forcée de s'y rendre. Et elle a y a été forcée. Et quand elle est revenue et qu'on lui a demandé si elle avait voté selon les instructions reçues, elle a répondu de manière sarcastique qu'elle n'avait pas voté blanc. En vrai, elle avait mis un mouchoir en papier dans l'urne à la place d'un bulletin. Je pense qu'elle était très heureuse de désobéir aux ordres et de se moquer de tout ce qui se passait. Par cet acte, elle semblait se venger de tout le système patriarcal qui a, d'une part, contrôlé sa vie et celles de ces aïeules avant elle, et qui, d'autre part, étouffe la société tout entière.

À l'époque, ma mère affrontait ceux qui lui reprochaient sa décision par une phrase simple qu'elle répétait, elle, ainsi que beaucoup de Libanais.es ayant vécu des expériences amères : « Qu'avons-nous eu de leur part ? ». Cette brève phrase met la lumière sur la face cachée de ce système confessionnel et de ces pères qui veillent sur lui.

Ô chère maman ! Reconnaissons la vérité : nous avons subi beaucoup de malheurs à cause d'eux. Des malheurs qu'il serait épuisant de compter, et que je ne suis pas en mesure de ressasser...

pas aujourd'hui, pas pendant que j'essaye de finir ce texte avant que l'électricité ne se coupe et que la batterie ne se décharge...

pas cette année, pas après ce maudit 04 août...



LA GOUVERNANCE DES PÈRES ET LE SYSTÈME CONFESSIENNEL (4)

PAR GHINA AL-ANDARY

Ce qui est certain, c'est que ma mère n'attendait pas une telle réponse. A vrai dire, elle n'attendait de réponse de personne. Mais il arrivait qu'elle obtînt une réponse par moment : ce sont tous des salopards, oui ! Mais l'intérêt et l'unité de la communauté sont plus importants ! Et à chaque fois qu'on le jugeait nécessaire, on rajoutait à cette réponse que les chefs religieux sont satisfaits d'eux. Ils sont ce qu'il y a de mieux pour la communauté. Et Malheur à ceux qui osent douter de ceux que les chefs religieux ont bénis !

Il est évident qu'une telle expression, si l'on venait à la décortiquer, porte en elle beaucoup de données. Le régime de la mafia sectaire au pouvoir ne peut apporter aucun intérêt au peuple car il est intrinsèquement corrompu. Il repose d'une part, sur la division sectaire et tribale et sur l'adoption de la religion comme pilier de la politique de ségrégation et comme base de la législation, et d'autre part, sur le confinement des individus dans des cases, et l'illusion que la confession et la communauté représentent leur seul intérêt commun. Un tel concept est pernicieux. D'abord, il renforce un sentiment de supériorité, chaque communauté se considère la seule à être juste, à être la plus distinguée, voire l'élue.

Ensuite, parce qu'il suggère que l'individu n'a pour seul intérêt que de se préserver de l'autre, alors que nous savons pertinemment que les citoyens, quelles qu'en soient les croyances au sein de leurs communautés, ont des intérêts et des droits fondamentaux communs, et que ces derniers n'ont aucun lien, ni de près ni de loin, avec la religion et l'appartenance ethnique. De ce fait, un tel système ne répondra en aucun cas aux intérêts des gens. Ce système est conçu pour répondre aux intérêts des chefs confessionnels en tête de la pyramide, des religieux et de leurs agents aussi, et utilise les gens comme des pions pour atteindre ces intérêts.

Nous sommes conscients grâce à nos expériences que nous nous ressemblons beaucoup malgré la différence de nos croyances, et que c'était déjà le cas avant la division imposée par ces mafias. Cette différence n'avait jamais constitué un motif de conflit entre les enfants de ce même pays, avant qu'on nous impose ce conflit. Même après la guerre civile et le retour des « émigrés » dans les villages, « nous », et « eux », étions encore très similaires.

Dans notre village, tout le monde avait des magasins mitoyens, et quand l'électricité était coupée, elle l'était pour tout le monde. Les propriétaires sortaient leurs chaises devant les magasins. Les invitations à boire du café étaient réciproques, de même que les salutations lorsqu'ils ouvraient leurs portes le matin. Et l'État mafieux, qui ne s'est même pas chargé de mettre en place une politique économique, ne s'était pas soucié des agriculteurs de notre village et de la gestion de leur production.

LA GOUVERNANCE DES PÈRES ET LE SYSTÈME CONFESSIIONNEL (5)

PAR GHINA AL-ANDARY

A l'époque, l'appartenance des citoyens et leur jour de prière importaient peu. Tous souffraient du désintérêt des pouvoirs publics au point où les habitants du village avaient pris l'initiative de créer eux-mêmes une coopérative agricole. Ces scènes, malgré leur simplicité, confirment clairement que nous, les gens, nous nous ressemblons les uns les autres malgré notre diversité. Nous vivons ensemble sans complications. Ce sont les mêmes choses qui nous rendent heureux. Et lorsque nous subissons l'oppression et la négligence, nous en souffrons ensemble. Notre Liban n'a pas de spécificité confessionnelle comme ils le prétendent. La mise en place d'un système laïc est ce qu'il y a de plus naturel et réalisable. Comment ne pas l'admettre alors que nos expériences communes, et ces détails de la vie au quotidien que nous partageons confirment que nous avons tous les mêmes préoccupations et les mêmes intérêts fondamentaux sur lesquels la religion n'a aucune interférence.

Par conséquent, chère mère, Oui ! « On a eu beaucoup de chose de leur part ! ». Ce que nous avons eu, c'est la dévastation massive, c'est notre appauvrissement pendant qu'ils réalisaient leur richesse et qu'ils construisaient leurs empires. Ce que nous avons eu, c'est l'exclusion de toute éventualité d'un système laïc séparant la politique et la religion, et qui traite les gens sur des bases communes afin qu'ils soient considérés comme des citoyens égaux/ales devant la loi et jouant un rôle réel et effectif dans la participation à la vie politique.

Ce régime confessionnel est dévastateur de la société. Il distribue les droits au compte-goutte, à sa guise. Il maintient son autorité sur la base du démantèlement de l'État et de toute possibilité d'établissement des droits pour tous les citoyens. Dans ce système, les gens quémandent des droits tel que le droit au travail, le droit à l'éducation, à la santé, au logement... auprès du chef qui les gouverne. Il semblerait que la question à se poser n'est pas tant pourquoi nous n'avons pas obtenu ces droits ni qui est responsable de nous en avoir privés, mais plutôt pourquoi ils ont cessé de nous les distribuer comme ils l'avaient promis ?

Il faudrait ajouter que le système confessionnel est l'une des formes à travers lesquelles le système patriarcal s'exprime. Il suffit de jeter un œil rapide sur le régime confessionnel pour savoir qu'il est une manifestation du système patriarcal. En effet, il place au sommet de la pyramide les hommes de pouvoir et d'argent jouissant d'une certaine position sociale et religieuse sans qu'il n'accorde la moindre considération aux autres. Au sein du système de gouvernance patriarcal et confessionnel, l'infériorité des femmes paraît tel un déterminisme. Il n'est pas question seulement d'ignorer leurs droits, mais l'on assiste à l'élaboration de lois et à la mise en place de différentes mesures dans le but délibéré de restreindre les femmes et de les empêcher d'accéder à une quelconque forme de ressources ou d'opportunités qui leur permettrait de s'autonomiser.

JOYAUX DE L'ORIENT (1)

PAR NERMINE ZEIDAN



Plus de cent ans se sont écoulés depuis la résurrection du Grand Liban. Cent ans ont suffi pour faire du Liban un joyau étincelant parmi les autres pays, par sa diversité et la capacité de coexister malgré la différence de croyances et des principes entre l'ensemble des Libanais. Et bien que le Liban se distingue des autres pays arabes par la pluralité des communautés et des confessions, il s'avère que l'on n'ait pas fait bon usage de cette particularité. Au lieu d'être une puissante arme face aux défis de notre époque, elle a été le point faible qui a détruit le joyau de l'Orient. Il en a fait un champ de bataille, et a engendré nombre de problèmes et de crises.

Quels sont donc les enjeux liés à la question du vivre-ensemble et de la diversité au Liban ? La laïcité est-elle la solution ? Quels sont les défis au sein de la société libanaise qui entravent l'application de la laïcité ? Que peut la laïcité apporter de plus, en particulier en matière des droits humains et ceux des femmes ? Y a-t-il des points communs entre le Liban et Bruxelles ?!

« Le Liban est le pays du vivre ensemble et de la diversité ! ». Nous avons souvent entendu cette formule. En effet, le Liban englobe dix-huit confessions et croit à la liberté de croyance et des pratiques religieuses. Mais la religion est devenue un pilier essentiel de la société libanaise.

Comme le souligne le journaliste et écrivain politique libanais Muhammad Alloush dans l'un de ses articles : « Il est temps que le régime confessionnel au Liban tombe ». Et d'ajouter : « **Le Libanais souffre aujourd'hui d'un mal profond : sa naissance est sectaire, sa pensée est sectaire, son comportement est sectaire, ses pleurs sont sectaires, ses craintes sont sectaires, son mariage est sectaire et sa mort est sectaire** ».

Le confessionnalisme est le fondement de la vie au Liban. Il est l'assise solide, inamovible, de la vie politique, sociale, culturelle et économique. Comme je l'ai mentionné précédemment, ni la classe politique, ni la société libanaise n'ont su tirer profit de la diversité. C'est ainsi que le confessionnalisme est devenu une arme à double tranchant instrumentalisée pour diviser les Libanais, étant donné que tout dans le Joyau de l'Orient repose sur le système communautaire confessionnel.

JOYAUX DE L'ORIENT (2)

PAR NERMINE ZEIDAN

Ainsi, à titre d'exemple : si vous souhaitez occuper une quelconque fonction dans l'administration publique, les institutions de sécurité, une entreprise privée ou même un restaurant ! vous devez d'abord avoir un intermédiaire politique et confessionnel pour être accepté pour le poste. De même que si vous souhaitez présenter les examens d'accès à la magistrature, le notariat et l'avocature, vous devez d'abord bénéficier d'un puissant soutien politique pour que vous soyez sélectionné. La compétence de l'individu importe peu, l'on s'occupe seulement de son appartenance politique et confessionnelle. Ceci en vertu du principe de quotas répartissant les postes de travail sur la base de l'appartenance confessionnelle. C'est ainsi que des personnes non qualifiées pour le poste mais bénéficiaient d'un bon intermédiaire sont sélectionnées alors que les personnes compétentes sont rejetées. Les mêmes qui sont à l'origine de ces pratiques s'interrogent par la suite : mais pourquoi donc la corruption gangrène-t-elle le Liban ? Quelle est la cause de toutes ces crises économiques et sociales ?

Le joyau de l'Orient, le joyau de l'art et de la beauté, le joyau de Gibran, Fairouz, Sabah et Nasri Shams El-Din... se détruit. Les crises s'accumulent jour après jour... Et l'on se retrouve dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Du dicton « Le Liban est le pays du vivre-ensemble et de la diversité », nous sommes passés au dicton « Le Liban, pays des crises, des conflits et des guerres ».

Toutefois, et malgré la division communautariste, le peuple libanais est un peuple ouvert. Ses citoyens le sont aussi bien les uns envers les autres que sur le monde extérieur. Il ne fait pas de distinction entre un Druze, un Chrétien et un Musulman. Il considère que nous sommes tous les enfants d'une même patrie et d'une seule terre. L'évènement du 04 août en est la plus grande illustration. Le peuple libanais, dans son ensemble, s'est montré solidaire et s'est empressé d'aider les victimes sans discrimination. Le peuple libanais, du nord au sud et d'est en ouest, s'était montré uni face à l'injustice des dirigeants corrompus.

En se basant sur ce qui précède, il apparaît que la plupart des problèmes du Liban sont issus de l'implication du religieux dans la question de l'État, que ce soit sur le plan de la gestion politique et économique ou de la politique étrangère. De mon point de vue personnel, l'unique solution à la situation du Liban réside dans la laïcité. Le principe de la laïcité sépare la religion de l'État, de ses institutions, et de l'autorité politique ; il n'oblige aucun citoyen à adhérer à une religion ou à une croyance particulière pour des raisons que l'on aurait décidées pour lui, et enfin, il garantit le droit de n'adopter aucune religion comme religion officielle d'État. Dans ce sens, il faudrait également exclure les institutions religieuses de la chaîne décisionnelle, notamment des décisions politiques et économiques.

Prenons le Liban en exemple. Alors que nous sommes en pleine crise, les autorités au pouvoir ont pour seule préoccupation la répartition des quotas et la représentation des communautés confessionnelles dans le nouveau gouvernement à l'heure où il faudrait arriver à des solutions radicales à cette crise qui étouffe le joyau de l'Orient.

JOYAUX DE L'ORIENT (3)

PAR NERMINE ZEIDAN

La solution la plus adéquate pour le joyau de l'Orient est la laïcité modérée. Celle qui ne déclare pas d'hostilité à l'idéologie religieuse, qui garantit la liberté des pratiques religieuses sans porter préjudice aux autres libertés, qui ne fait pas de distinction entre une personne et une autre ou une religion et une autre. Car il est indispensable qu'il y ait l'égalité entre toutes les religions et entre les hommes et les femmes. A vrai dire, les droits de l'Homme de manière générale, et ceux des femmes et des enfants en particulier, doivent être sacrés.

Pourquoi la laïcité modérée ? La réponse est simple : car la laïcité ne peut pas survivre au Liban si elle cherche à combattre la religion, c'est un pays encombré de coutumes et de traditions religieuses. Quelles seraient alors ses pouvoirs ?

La transition vers un contexte national laïc où règne l'égalité et la justice économique et sociale entre tous les groupes et où les fonctionnaires de tous les secteurs sont sélectionnés en fonction de leur compétence, de leur domaine d'expertise et de leur conscience et loyauté nationales ; est quelque chose de très difficile. Y parvenir n'est pas une mince affaire en raison des nombreux obstacles et défis au sein de la société libanaise, tels que : l'implication des autorités religieuses dans les affaires civiles, politiques et juridiques, une prérogative à laquelle elles s'accrochent ; les manœuvres de certains politiques cherchant à préserver leurs acquis et pouvoirs issus du système confessionnel, ou encore les craintes de certaines communautés confessionnelles d'un éventuel déséquilibre entre communautés et de la perte de leurs droits et pouvoirs. Toutefois, le plus grand obstacle demeure l'ignorance des citoyens au sujet du régime politique laïc et leur intime conviction que la laïcité n'est pas appropriée au Liban. Partant du principe que Liban a été fondé sur la base d'un régime politique confessionnel, ils ne se rendent pas compte que tous les conflits ayant ont eu lieu depuis l'indépendance jusqu'à présent sont le fruit du confessionnalisme et du système de quotas communautaristes. S'il est possible que la laïcité ne convienne pas à tous les pays, force est de constater qu'elle est tout à fait appropriée au Liban, au vu de sa diversité religieuse et culturelle et de l'accumulation de crises en son sein. Un État laïc est un État non confessionnel, un État de droit du citoyen indépendamment de son appartenance communautaire.

Bien que différent des pays arabes et étrangers, le Joyau de l'Orient partage un point commun avec Bruxelles : la pluralité des communautés et des croyances.

Le gouvernement belge reconnaît officiellement de nombreuses religions et sa Constitution garantit la liberté de religion et de conviction. Le gouvernement respecte également cette diversité religieuse et croit aux libertés sous toutes leurs formes.

Il existe toutefois une différence très simple entre les deux : la Belgique a tiré profit de cette diversité et n'a pas toléré les divisions. Et afin de préserver ce privilège et de ne pas le profaner, elle a adopté un régime laïc dans lequel les libertés sont concrétisées et la dignité préservée.

Malgré tous les défis, les crises et les tentatives de destruction du Liban, il restera un joyau radieux qui brille comme une étoile dans le ciel du monde. En espérant un lendemain meilleur et un avenir rayonnant, la question demeure : la laïcité est-elle le canot de sauvetage du Liban ?





FICHES

PHOTOLANGAGE

À IMPRIMER ET À DÉCOUPER EN A5



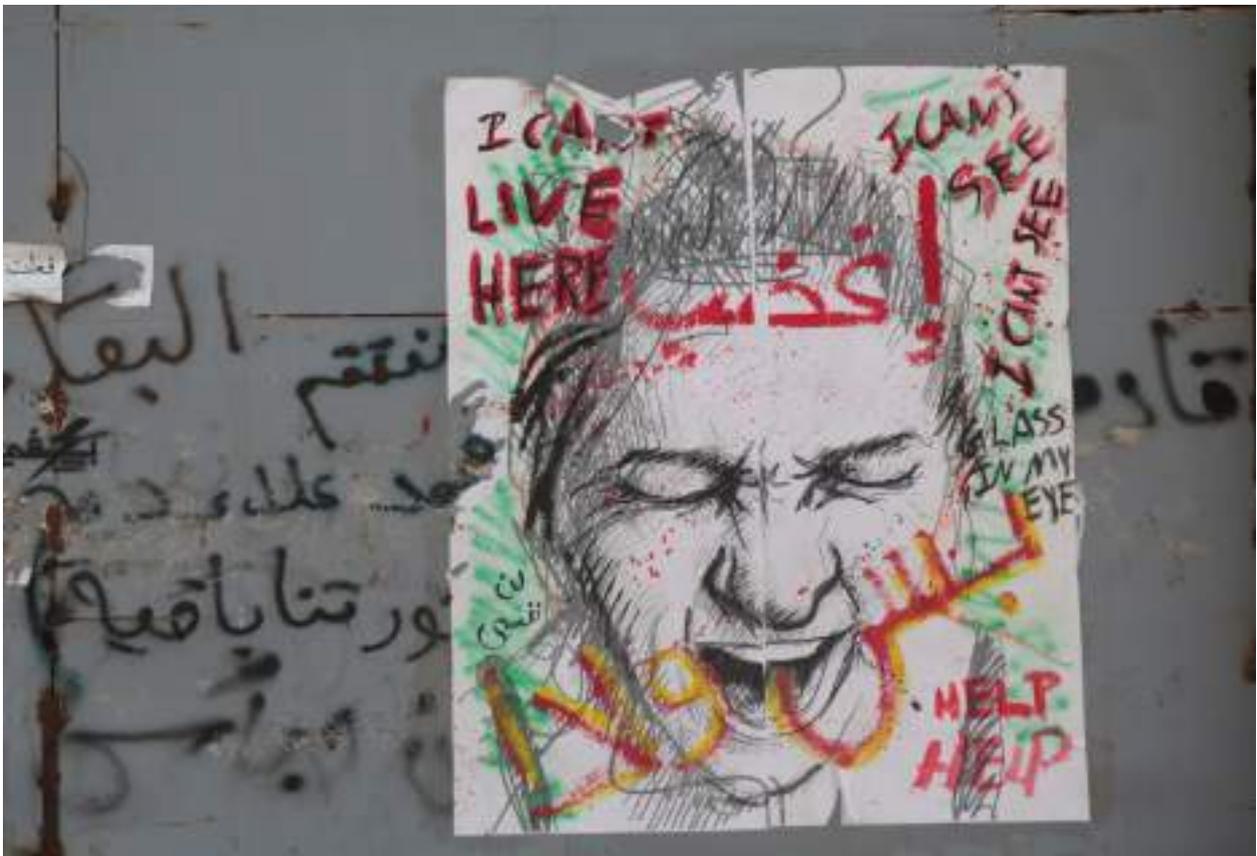




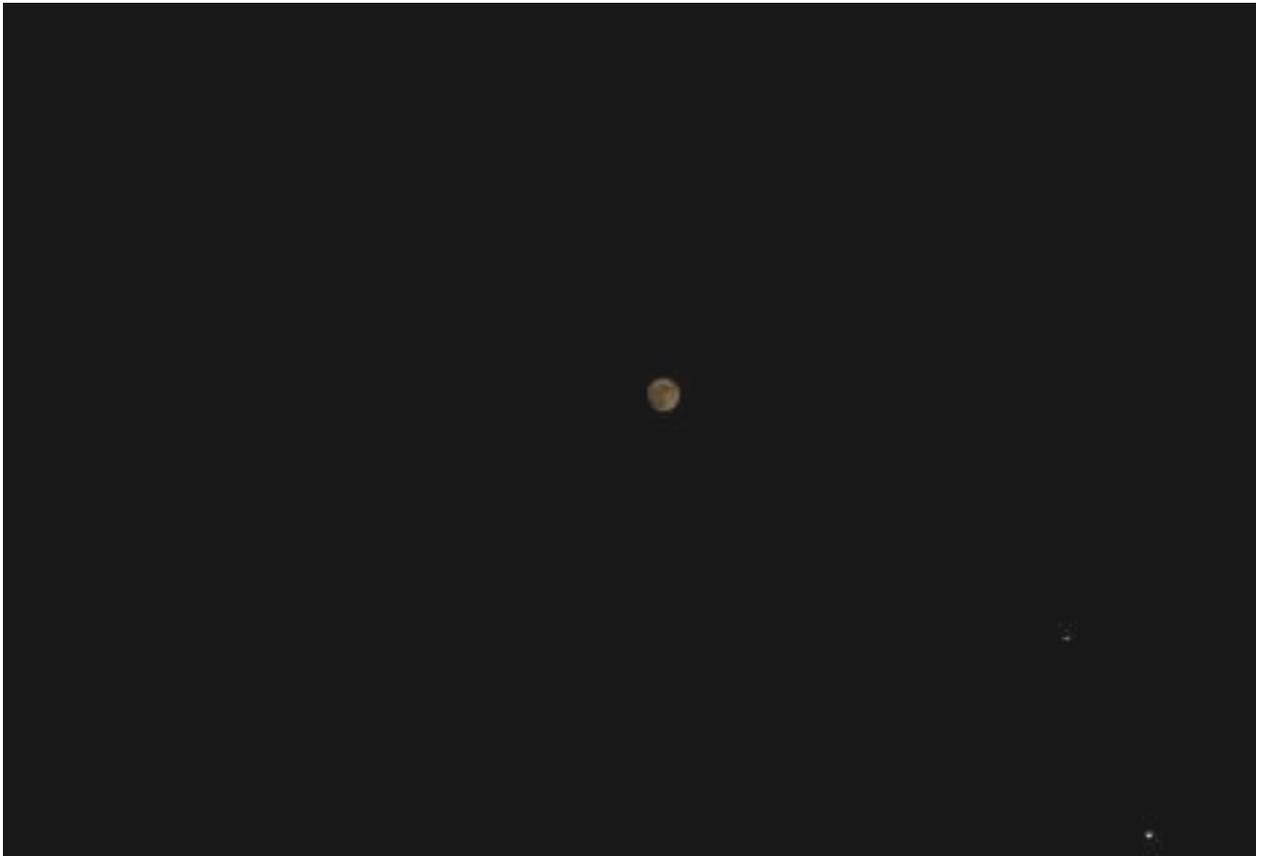






















Candidate de la liste nationale
Baccalauréat en langues et littératures françaises
Maître en philosophie
Professeur de français
Activiste politique

Candidate de la liste nationale
Maître en gestion d'associations
Activiste politique et sociale
Présidente de jeune fille libanaise

Candidate de la liste nationale
Baccalauréat en éducation musicale
Enfance de piano et de musique
Activiste politique

Candidate de la liste nationale
Entrepreneuse
Artiste sociale
Fondatrice de 'Nabab'

Candidate de la liste nationale
Professionnel de la gestion sociale et communautaire
Présidente de l'Association
Activiste politique

Candidate de l'état
Gestion et communication marketing
Activiste politique

Candidate de la liste nationale
Baccalauréat en langues et littératures françaises
Maître en philosophie
Professeur de français
Activiste politique

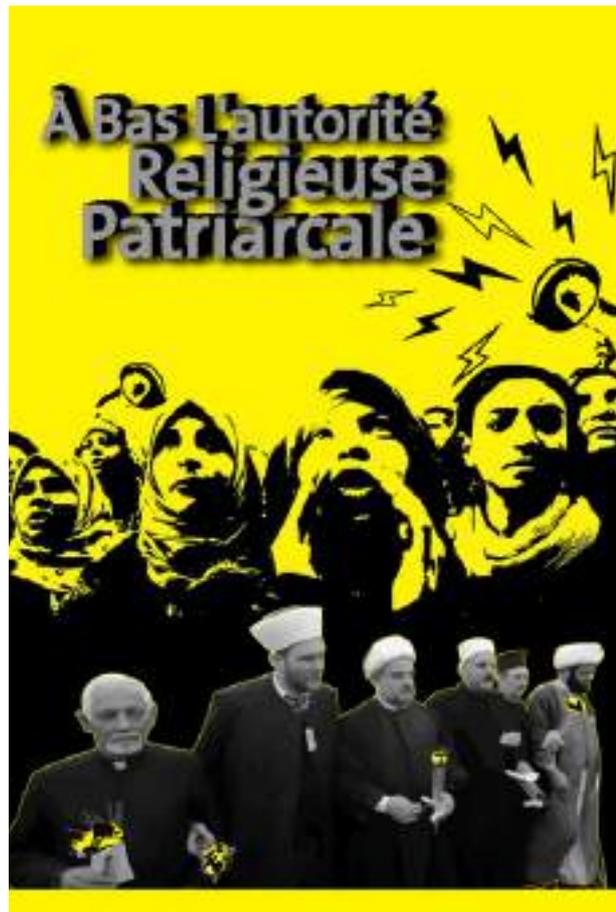
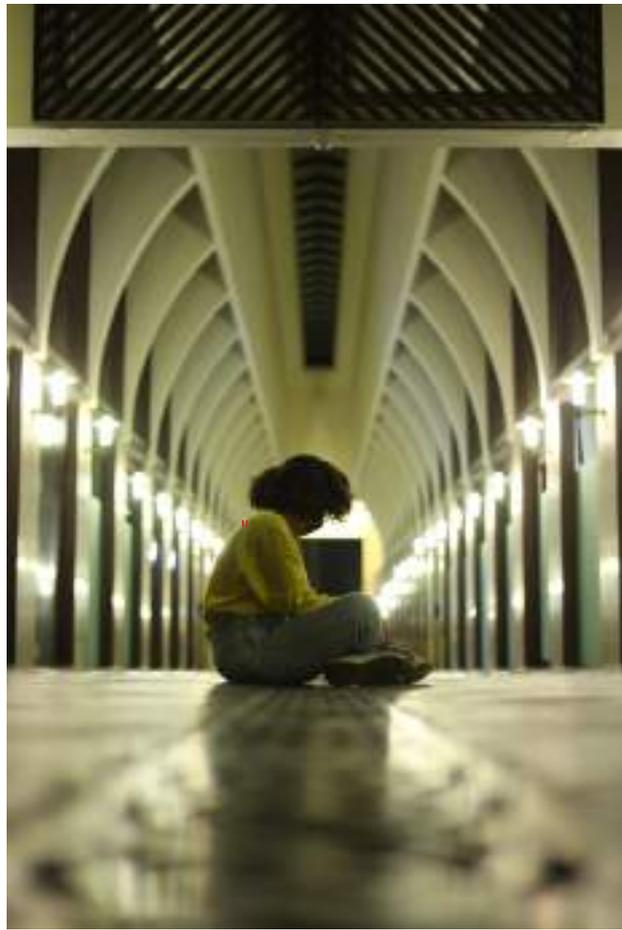
Candidate de la liste nationale
Éducation de la petite enfance
Spécialiste en intervention sociale
Activiste politique













ÉTIQUETTES LÉGENDES

À IMPRIMER ET À DÉCOUPER EN
LANIÈRES





LÉGENDES DES PHOTOS

Pouvoir aux femmes" - Marche féministe

Les Bergers au Liban-Sud

Les Bergers au Liban-Nord

La femme libanaise agricultrice

Les politiciens au Liban et leur fête aux dépens du peuple- Elections parlementaires 2018.

Le luxe de la retraite au Liban

A moi le lacrymo !

Pour l'histoire « Tou.te.s révolutionnaires »- Révolution 17 Octobre.

L'enfance masculine armée.

Femmes travailleuses et révolutionnaires.

Les souks vides de Beyrouth -

LÉGENDES DES PHOTOS



Le souk des oligarchies

La voix forte des femmes libanaises-

On ne se taira jamais !

Faire le pain à la maison doit être un choix éclairé- 18 confessions dans le besoin et dans l'obscurité.

Les souks vifs de Beyrouth -

Les souks du peuple lors de la Révolution du 17 Octobre.

Le système politique libanais.

Deux époques, même négligence !

Le peuple n'est pas un troupeau,

il est le maître !

Diversité architecturale,

patrimoine et modernité

L'enfance brûlée – La bougie nous unit !

La femme libanaise contemporaine.



LÉGENDES DES PHOTOS

18 confessions éclairées par la lumière du Ciel

Rien ne m'arrête !

Soif de joie!

Qui est le plus fort? Le sectarisme ou la faim?

L'enfance sans abri.

Ce n'est pas la question d'un juge,

c'est celle d'un droit !

La justice arrive..une femme vous le dit !

Debout ou assises, on vous le répète :

« A bas votre immunité ! »

Le cri libanais contre toute sorte d'oppression et d'humiliation

L'amour de Beyrouth et de sa diversité

LÉGENDES DES PHOTOS



Beyrouth, la belle révolutionnaire

Résistance - La vie nocturne dans la ville.

C'est moi la cheffe !

Survie- La vie nocturne dans la ville

La femme de Fer, en action.

Deux générations méditent

la mère nature, le refuge

Poster 1 Lihaqqi:

Femmes libanaises activistes participantes à la vie politique au Liban et diverses en âge, religion, études, origine régionale - Candidates de Lihaqqi au parlement des Jeunes libanais.es.

Poster 2 Lihaqqi:

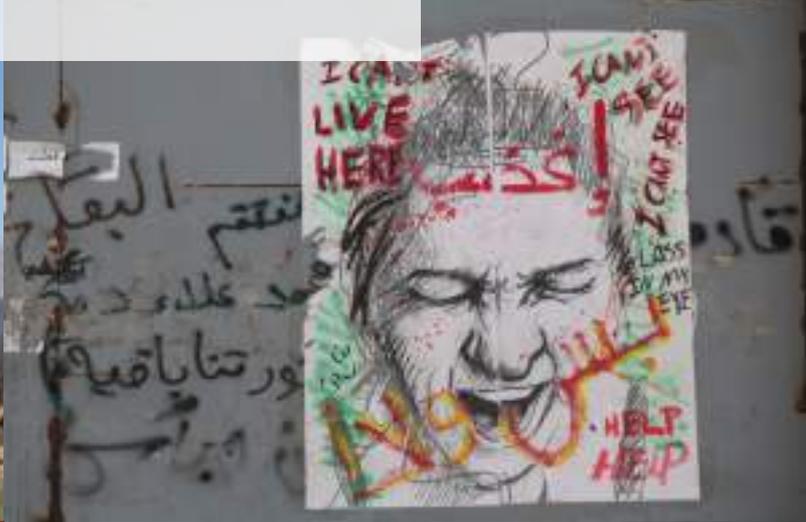
Femmes et Hommes participant.e.s à la vie politique au Liban en appliquant la quota de 50% _ Candidates et Candidats de Lihaqqi au parlement des Jeunes libanais.es.

ArtBoard 1:

Tous les clergés des diverses religions sont unis contre les femmes, contre toutes les femmes. Cependant, ces femmes-là sont aussi unies, elles résistent et combattent, tout le temps, contre cette autorité religieuse et patriarcale



**SYNTHÈSE
PHOTOS
&
LÉGENDES**



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (1)



"Pouvoir aux femmes" - Marche féministe



Les Bergers au Liban-Sud



Les Bergers au Liban-Nord

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (2)

La femme libanaise agricultrice



Les politiciens au Liban et leur fête aux dépens du peuple- Elections parlementaires 2018.



Le luxe de la retraite au Liban!



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (3)



A moi le lacrymo !



**Pour l'histoire « Tou.te.s révolutionnaires »-
Révolution 17 Octobre.**



L'enfance masculine armée.

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (4)

Femmes travailleuses et révolutionnaires.



**Les souks vides de Beyrouth -
Le souk des oligarchies**



**La voix forte des femmes libanaises-
On ne se taira jamais !**



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (5)



Faire le pain à la maison doit être un choix éclairé- 18 confessions dans le besoin et dans l'obscurité.



**Les souks vifs de Beyrouth -
Les souks du peuple lors de la Révolution du
17 Octobre.**



Le système politique libanais.

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (6)

Deux époques, même négligence !



**Le peuple n'est pas un troupeau,
il est le maître !**



**Diversité architecturale,
patrimoine et modernité.**



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (7)



L'enfance brulée – La bougie nous unit !



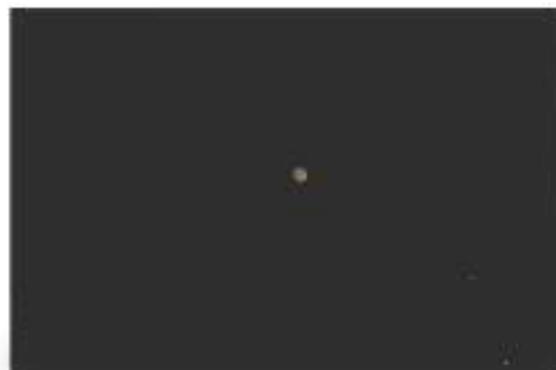
La femme libanaise contemporaine.



Religieuse et révolutionnaire.

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (8)

**18 confessions éclairées par la lumière du
Ciel**



Rien ne m'arrête !



Soif de joie!



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (9)



Qui est le plus fort? Le sectarisme ou la faim?



L'enfance sans abri.



Ce n'est pas la question d'un juge, c'est celle d'un droit !

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (10)

La justice arrive..une femme vous le dit !



Debout ou assises, on vous le répète :
« A bas votre immunité ! »



Le cri libanais contre toute sorte
d'oppression et d'humiliation.



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (11)



L'amour de Beyrouth et de sa diversité



Beyrouth, la belle révolutionnaire



Résistance - La vie nocturne dans la ville.

SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (12)

C'est moi la cheffe !
Survie- La vie nocturne dans la ville



La femme de Fer, en action.



**Deux générations méditent
la mère nature, le refuge.**



SYNTHÈSE DES PHOTOS ET DE LEURS LÉGENDES (13)



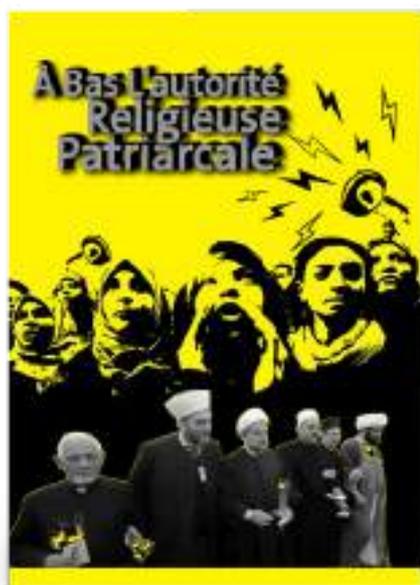
Poster 1 Lihaqqi:

Femmes libanaises activistes participantes à la vie politique au Liban et diverses en âge, religion, études, origine régionale - Candidates de Lihaqqi au parlement des Jeunes libanais.es.



Poster 2 Lihaqqi:

Femmes et Hommes participant.e.s à la vie politique au Liban en appliquant la quota de 50% _ Candidates et Candidats de Lihaqqi au parlement des Jeunes libanais.es.



ArtBoard 1:

Tous les clergés des diverses religions sont unis contre les femmes, contre toutes les femmes. Cependant, ces femmes-là sont aussi unies, elles résistent et combattent, tout le temps, contre cette autorité religieuse et patriarcale

EN SAVOIR PLUS ? NOUS CONTACTER ?

Plus d'infos sur Lihaqqi

-  <http://lihaqqi.org/>
-  <https://www.facebook.com/LiHaqqi/>
-  <https://www.instagram.com/lihaqqi/?hl=en>
-  https://twitter.com/li_haqqi?lang=en

Plus d'infos sur AWSA-Be

-  www.awsa.be
-  <https://www.facebook.com/AWSABelgium>
-  <https://www.instagram.com/awsaawsabe/>
-  <https://twitter.com/AwsaBe>

